



novembre 2008

Charte sociale européenne (révisée)

Comité européen des Droits sociaux

Conclusions 2008 (FRANCE)

Articles 1, 9, 10, 15, 18, 20, 24 et 25
de la Charte révisée

Introduction

La fonction du Comité européen des Droits sociaux est d'examiner la conformité du droit et de la pratique des Etats avec la Charte sociale européenne et la Charte révisée. Dans le cadre de la procédure de rapports, il adopte des Conclusions et dans le cadre de la procédure de réclamations collectives, il adopte des décisions.

Une présentation de ce traité, ainsi que des observations interprétatives formulées par le Comité, figurent en Introduction générale à l'ensemble des Conclusions¹.

La Charte sociale européenne révisée a été ratifiée par la France le 7 mai 1999. Le délai pour la présentation au Conseil de l'Europe du 7^e rapport sur l'application de la Charte révisée était fixé au 31 octobre 2007 et la France l'a présenté le 27 novembre 2007. Des informations additionnelles ont été soumises le 13 octobre 2008.

Ce rapport a été le premier rapport élaboré selon le nouveau système de soumission des rapports adopté par le Comité des Ministres². Il concerne les dispositions acceptées des articles suivants appartenant au premier groupe thématique « Emploi, formation et égalité des chances »:

- droit au travail (article 1) ;
- droit à l'orientation professionnelle (article 9) ;
- droit à la formation professionnelle (article 10) ;
- droit des personnes handicapées à l'autonomie, à l'intégration sociale et à la participation à la vie de la communauté (article 15) ;
- droit à l'exercice d'une activité lucrative sur le territoire des autres Etats Parties (article 18) ;
- droit des femmes et des hommes à l'égalité des chances (article 20) ;
- droit à la protection en cas de licenciement (article 24) ;
- droit à la garantie des créances en cas d'insolvabilité de l'employeur (article 25).

La France a accepté tous ces articles.

Les périodes de référence applicables étaient :

- 1^{er} janvier 2003 – 31 décembre 2006 pour l'article 18;
- 1^{er} janvier 2005 – 31 décembre 2006 pour les articles 1, 9, 10, 15, 20, 24 et 25.

Le présent chapitre relatif à la France concerne 20 situations et comporte:

- 13 conclusions de conformité: articles 1§1, 1§3, 1§4, 10§1, 10§2, 10§3, 10§4, 18§2, 18§3, 18§4, 20, 24 et 25;
- 4 conclusions de non-conformité: articles 1§2, 10§5, 15§1 and 18§1.

Pour les 3 autres situations relatives aux articles 9, 15§2 et 15§3, le Comité a besoin d'informations supplémentaires. Le Gouvernement est ainsi invité à fournir ces informations dans le prochain rapport consacré à ces articles.

¹ Les conclusions ainsi que les rapports des Etats peuvent être consultés via le site Internet du Conseil de l'Europe (www.coe.int/socialcharter/fr).

² Décision adoptée lors de la 963^e réunion des Délégués des Ministres le 3 mai 2006.

Le rapport suivant de la France traite des dispositions acceptées des articles suivants appartenant au deuxième groupe thématique « Santé, sécurité sociale et protection sociale » :

- droit à la sécurité et à la santé au travail (article 3) ;
- droit à la protection de la santé (article 11) ;
- droit à la sécurité sociale (article 12) ;
- droit à l'assistance sociale et médicale (article 13) ;
- droit au bénéfice des services sociaux (article 14) ;
- droit des personnes âgées à une protection sociale (article 23) ;
- droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale (article 30) ;

L'échéance pour soumettre ce rapport était le 31 octobre 2008.

Article 15 – Droit des personnes physiquement ou mentalement diminuées à la formation professionnelle et à la réadaptation professionnelle et sociale

Paragraphe 1 – Education et formation des personnes handicapées

Le Comité prend note des informations figurant dans le rapport de la France ainsi que des informations complémentaires fournies le 13 octobre 2008.

Le rapport indique pendant la période de référence :

- le nombre total de jeunes handicapés (âgés de moins de 20 ans) était estimé à 255 500 (malgré la demande du Comité, le rapport ne précise pas combien de ces jeunes présentaient une déficience intellectuelle) ;
- 151 500 jeunes handicapés étaient scolarisés dans un établissement scolaire ordinaire (104 800 en premier degré et 46 700 en deuxième degré) ;
- 76 300 enfants handicapés étaient scolarisés dans des établissements médico-sociaux ou hospitaliers (dont 70 100 enfants en établissements médico-sociaux) ;
- environ 15 000-20 000 enfants handicapés soumis à l'obligation scolaire seraient non scolarisés (un quart serait en attente d'une solution, les autres, présentant apparemment un retard mental profond et sévère, seraient en établissement où on leur offrirait des activités pédagogiques axées sur le développement des fonctions cognitives).

Définition du handicap

Le Comité observe que la loi du 11 février 2005 consacre l'approche de la Classification Internationale des Fonctionnements, du Handicapé et de la Santé (CIF, 2001) prévoyant que « constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité, ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Législation antidiscriminatoire

Le Comité prend note du nouveau cadre législatif et réglementaire constitué par la loi n° 102/2005 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Le Comité constate que cette loi couvre les sujets abordés sous l'angle de l'article 15§1 de la Charte révisée de manière adéquate.

Education

D'après la loi n° 102/2005 du 11 février 2005 :

- La scolarisation individuelle dans une classe ordinaire est la règle. Les élèves handicapés sont, comme tous les élèves, inscrits de droit à l'école ou l'établissement scolaire de leur secteur, qui constitue leur établissement de référence.
- Tous les élèves handicapés (qu'ils soient accueillis dans le milieu scolaire ordinaire ou au sein d'un service ou d'un établissement médico-social) doivent disposer d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS), représentant l'un des volets du plan de compensation, élaboré par l'équipe pluridisciplinaire de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et notifié aux parents ou représentant légal de la famille par la commission des droits et de l'autonomie de la MDPH.
- Sur la base du PPS, la commission départementale des droits et de l'autonomie de la MDPH se prononce sur l'orientation de l'élève et l'attribution des aides et accompagnements qui lui sont nécessaires. Une personne qualifiée est chargée de

proposer des mesures de conciliation lorsqu'il y a désaccord entre les parents et la commission. Un recours gracieux ou contentieux peut également être exercé contre les décisions de la commission.

- Un enseignant spécialisé exerce les fonctions de référent auprès de chacun des élèves handicapés, quel que soit son lieu de scolarisation. Il favorise la cohérence de la mise en œuvre du PPS et assure la permanence des relations avec l'élève et ses parents sur l'ensemble de son parcours de formation. Il réunit et anime périodiquement l'équipe de suivi de la scolarisation, qui rassemble, autour de l'élève et de ses parents, tous les intervenants (y compris à l'extérieur de l'Education nationale) concernés par le PPS. L'équipe de suivi de la scolarisation procède, au moins une fois par an, à l'évaluation du PPS et de sa mise en œuvre et peut en proposer des adaptations à l'équipe pluridisciplinaire.

Le rapport indique que ce dispositif a commencé à être mis en œuvre à la rentrée scolaire 2006 (en fin de période de référence) mais doit être parachevé. Le Comité demande des informations sur la mise en œuvre en pratique de ce dispositif et de son impact en termes d'intégration des jeunes handicapés aux différents niveaux de scolarisation (enseignement primaire, secondaire et supérieur).

Au sujet de la scolarisation ordinaire, le rapport indique qu'elle se fait selon deux modalités :

- une scolarisation dite « individuelle » dans une classe ordinaire, si nécessaire avec des aides techniques (matériel adapté) ou humaines (auxiliaires de vie scolaire) ou l'appui d'un enseignant spécialisé.
En 2005-2006, 104 000 élèves (65 000 dans le premier degré et 39 000 dans le second degré) présentant un handicap étaient scolarisés individuellement à temps complet ou partiel, dans une classe ordinaire. Ce nombre aurait doublé depuis 1999.
- une scolarisation dite « collective » au sein d'un dispositif dédié à l'accueil dans un établissement scolaire ordinaire d'un petit groupe d'enfants (12 au maximum) présentant le même type de besoins particuliers. L'enseignement y est aménagé et assuré par un enseignant spécialisé. Chaque enfant scolarisé au sein de ce dispositif bénéficie également dans le cadre de son projet personnalisé de temps de scolarisation dans les classes ordinaires de l'établissement.
En 2005-2006, plus de 47 000 élèves étaient scolarisés au sein d'un dispositif collectif d'intégration. 39 300 élèves étaient scolarisés au sein d'une des 4 000 classes d'intégration scolaire (CLIS) ouverte dans le premier degré, 8 400 au sein d'une des 900 unités pédagogiques (UPI) ouvertes en collège ou en lycée.

Le rapport reconnaît que le nombre des UPI est insuffisant pour permettre la continuité des parcours scolaires des élèves handicapés dans le second degré. Même si à la rentrée scolaire 2006 ce chiffre a été porté à 1 028, il est prévu d'en ouvrir encore plus à l'horizon 2010. Le Comité demande à être informé des suites de cette initiative qui devrait, d'après le rapport, permettre de scolariser un nombre beaucoup plus important d'élèves ayant une déficience intellectuelle en collège et en lycée professionnel. Le Comité demande également que le prochain rapport fournisse des données relatives au nombre avéré d'élèves à déficience intellectuelle bénéficiant de cette ouverture annoncée d'UPI supplémentaires.

Pour ce qui est de la scolarisation spéciale, le Comité prend note des réponses aux questions qu'il avait posées dans sa dernière conclusion (Conclusions 2007). Il constate que l'enseignement relève du ministère de l'Education nationale tandis que la gestion des

établissements, financée par le budget de l'assurance maladie et assurée par des associations, est placée sous la responsabilité du ministère de la Santé. Certaines de ses précédentes questions restant sans réponse, le Comité les réitère, notamment :

- Sur quels types de qualifications débouchent les programmes d'enseignement spécial ?
- Ces qualifications sont-elles reconnues pour pouvoir continuer ses études, accéder à l'enseignement professionnel ou entrer sur le marché du travail normal ?
- Quel est le taux de réussite en ce qui concerne l'accès à la formation professionnelle, la poursuite des études ou l'entrée sur le marché du travail normal ?

En outre, le comité note d'après rapport que depuis 2001 le nombre de places en établissement médico-social aurait diminué de 6% et que cette diminution serait compensée par une augmentation importante, depuis 2006, des places offertes en services d'éducation et de soins à domicile (SESSAD). Le Comité demande quel est le chiffre exact des places utilisées en SESSAD, y compris le nombre de places utilisées par de jeunes handicapés ayant une déficience intellectuelle. Le Comité demande également quelles mesures sont envisagées pour réduire le nombre total de personnes handicapées non scolarisées.

Formation professionnelle

Le rapport n'apportant pas de nouveaux éléments au sujet de la formation professionnelle, le Comité réitère ses questions (Conclusions 2007, France) concernant :

- le nombre de personnes bénéficiant d'une formation dans une structure ordinaire et dans une structure spécialisée (formation initiale et formation continue) ;
- le nombre de demandes d'admission dans une structure ordinaire ou spécialisée ;
- des précisions sur les dispositifs mis en place pour faciliter l'intégration des personnes handicapées et pour veiller à ce que la grande majorité d'entre elles puisse suivre une formation professionnelle ordinaire.

Suivi de la réclamation Autisme-Europe c. France (réclamation no 13/2002, décision sur le bien-fondé du 4 novembre 2003)

Lors de sa dernière conclusion (Conclusions 2007), le Comité a observé qu'une série de mesures a été prise pour remédier à la faible scolarisation des personnes atteintes d'autisme. Le Comité a également estimé que des résultats ont déjà été obtenus. Cependant, ne disposant pas de tous les éléments (en particulier de statistiques démontrant que les mesures prises bénéficient réellement aux personnes atteintes d'autisme), le Comité a conclu que la situation n'était pas conforme à l'Article 15§1 de la Charte révisée au motif que l'égalité d'accès à l'enseignement (ordinaire et spécial) des personnes atteintes d'autisme n'était pas garantie de manière effective.

Le rapport indique que le Plan Autisme 2005-2007 prévoyait de créer 1 436 places réservées aux personnes atteintes d'autisme dans des établissements d'éducation spécialisée et 350 places en services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD). D'après les informations fournies en octobre 2008, le Comité note l'autorisation et le financement de 1 180 places nouvelles en établissements pour enfants atteints d'autisme, ainsi que l'autorisation et le financement de 350 places dédiées à ce public en SESSAD. Par ailleurs, 1 300 places de Maisons d'Accueil Spécialisées (« MAS ») et de Foyer d'Accueil Médicalisé (« FAM ») pour adultes atteints d'autisme ont été autorisées et financées sur les mêmes trois ans. Le Comité cependant demande combien de ces places ont effectivement été créées et combien de personnes atteintes d'autisme ont pu en

bénéficiaire pendant la période de référence, cette information essentielle n'ayant pas été indiquée. Les informations demeurent donc insuffisantes pour apprécier si des progrès tangibles ont été réalisés en matière d'accès à l'éducation des enfants atteints d'autisme. Le Comité réitère donc sa demande de données lui permettant d'évaluer concrètement comment et si les mesures prises et envisagées bénéficient réellement à la scolarisation des personnes atteintes d'autisme.

Le Comité note qu'un nouveau plan autisme 2008-2010 a été annoncé. Il en examinera le contenu et l'impact lors du prochain examen de l'article 15§1.

D'après le rapport, les recommandations professionnelles émises par la Haute autorité de santé pour le dépistage et le diagnostic précoce de l'autisme chez l'enfant sont élaborées sur la base de la définition de l'autisme de l'OMS, consacrée par le Plan autisme 2005-2007. Cependant le rapport n'indique pas les changements induits par l'utilisation de cette définition dans la pratique. Le Comité réitère donc sa question.

Le Comité considère que le rapport n'apporte pas suffisamment d'éléments nouveaux pour qu'il revienne sur sa conclusion précédente en matière d'égalité d'accès à l'enseignement (ordinaire et spécial) des personnes atteintes d'autisme.

Conclusion

Le Comité conclut que la situation en France n'est pas conforme à l'article 15§1 de la Charte révisée au motif qu'il n'est pas établi que les personnes atteintes d'autisme se voient garantir de manière effective l'égalité d'accès à l'enseignement (ordinaire et spécial).

Paragraphe 2 – Emploi des personnes handicapées

Le Comité prend note des informations figurant dans le rapport de la France.

Le Comité note qu'en 2006, le nombre de personnes handicapées qui travaillent est estimé à 715 000 :

- 575 000 personnes sont salariées en milieu ordinaire de travail (400 000 dans le secteur privé et 175 000 dans le secteur public),
- 35 000 sont travailleurs indépendants,
- 105 000 travaillent dans les établissements et services d'aide par le travail (milieu protégé).

Le rapport souligne l'augmentation d'embauches par les entreprises (111 000 en 2006 contre 7 000 en 1987).

Législation antidiscriminatoire

Le Comité prend note du nouveau cadre législatif et réglementaire constitué par la loi n° 102/2005 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Le Comité note que cette loi couvre les sujets abordés sous l'angle de l'article 15§2 de la Charte révisée de manière adéquate.

D'après le rapport, la loi du 11 février 2005 devrait permettre d'améliorer le taux d'emploi des travailleurs handicapés car elle :

- renforce l'obligation d'emploi des personnes handicapées dans le secteur privé mais également dans le secteur public ;
- réaffirme l'égalité de traitement des travailleurs handicapés au regard de leur accès à l'emploi ou à la formation ou de leur maintien dans l'emploi ;

- oblige les employeurs à prendre des mesures concrètes, appropriées aux besoins des travailleurs handicapés au regard de leur emploi et de son accessibilité.

Le Comité réitère la question posée dans sa dernière conclusion (Conclusions 2007) qui était de savoir ce qui est fait concrètement en matière d'aménagements raisonnables, afin de déterminer si le droit à la non-discrimination dans l'emploi est effectivement garanti aux personnes handicapées. Le Comité demande aussi si les aménagements raisonnables ont favorisé une hausse de l'emploi des personnes handicapées en milieu ordinaire.

Mesures visant à favoriser l'emploi des personnes handicapées

La loi du 11 février 2005 a prévu la création des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Au sein de ce lieu d'accueil est élaboré le projet de vie de la personne handicapée. Ce projet comporte un volet professionnel. Les partenariats entre la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et les membres du service public de l'emploi (ANPE, AFPA, Cap Emploi...) devraient offrir un accompagnement vers l'emploi rapide et efficace. Le Comité demande des informations sur la mise en œuvre en pratique de ce dispositif et de son impact en termes d'intégration des personnes handicapées dans l'emploi ordinaire ou protégé.

La loi du 11 février 2005 a créé un Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (FIPHFP) commun aux trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière) et à la Poste. Ce fonds a pour objet de renforcer la portée de l'obligation d'emploi de 6% de travailleurs handicapés, en imposant aux administrations qui ne la respectent pas le versement d'une contribution à un fonds analogue à celui géré par l'AGEFIPH (association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées) pour le secteur concurrentiel.

Les règles d'organisation, de fonctionnement et de pilotage de ce nouvel outil d'incitation ont été fixées par le décret n° 2006/501 du 3 mai 2006. Le FIPHFP est constitué en établissement public de l'Etat dont la gestion administrative est confiée à la Caisse des dépôts et consignations. Les grandes orientations, particulièrement celles relatives à l'utilisation des crédits du fonds, sont définies par un comité national, organe délibérant, qui dispose également de 26 comités régionaux pour une action locale de proximité.

Ce fonds vise à favoriser, par une politique incitative, l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Les crédits mis à sa disposition sont alloués aux employeurs publics pour financer, notamment : les aménagements des postes de travail et les études y afférentes, la formation et l'information des travailleurs handicapés, les rémunérations versées aux agents chargés d'accompagner une personne handicapée dans l'exercice de ses fonctions professionnelles, la formation et l'information des personnels, le versement de subventions à des organismes contribuant, par leur action, à l'insertion professionnelle des personnes handicapées dans la fonction publique. Par ailleurs, le FIPHFP finance également les adaptations des postes de travail destinés à maintenir dans leur emploi les agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Le rapport reconnaît que même si de réels progrès en matière d'emplois des personnes handicapées ont été accomplis à la suite de l'adoption de la loi du 11 février 2005, l'obligation d'employer au moins 6% de personnes handicapées n'est toujours pas atteinte. Un groupe de suivi de la loi composé des représentants des associations, des départements et de parlementaires rapporteurs a donc été mis en place afin de faire le point sur le fonctionnement des structures, les difficultés concrètes et les bonnes pratiques existant au niveau départemental. Le Comité demande des informations sur les résultats des travaux de ce groupe de suivi.

Concernant l'accès des travailleurs handicapés du milieu protégé au milieu de travail ordinaire, la loi du 11 février 2005 a créé de nouveaux dispositifs. Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT, anciennement dénommés CAT) ont pour mission de mettre en œuvre ou de favoriser l'accès à des actions d'entretien des connaissances, de maintien des acquis scolaires, de formation professionnelle ainsi que des actions éducatives d'accès à l'autonomie et d'implication dans la vie sociale au profit des travailleurs handicapés qu'ils accueillent. En outre, des modalités particulières de validation des acquis de l'expérience vont être mises en place.

Le rapport indique que la loi du 11 février 2005 prévoit également que les travailleurs handicapés admis en ESAT peuvent être mis à disposition d'une entreprise tout en conservant des liens avec leur structure d'origine, ce qui permettrait d'exercer une activité relevant du milieu ordinaire de travail, tout en continuant à bénéficier du soutien médico-social et éducatif réalisé par l'équipe pluridisciplinaire de l'établissement médico-social. D'après le rapport, cette mesure permettrait aux travailleurs handicapés d'intégrer le milieu ordinaire dans des conditions adaptées afin d'apprécier leur capacités éventuelles à sortir définitivement du milieu protégé du travail.

Le Comité demande des informations sur les résultats concrets découlant de la mise en œuvre du nouveau dispositif susmentionné. Le Comité demande notamment si le taux de transfert vers le marché ordinaire du travail a augmenté à la suite de la mise en place du nouveau dispositif, étant donné que le rapport indique que ce dispositif devrait permettre aux travailleurs handicapés du milieu protégé d'acquérir ou de faire valider les connaissances indispensables à la recherche d'emploi dans le milieu ordinaire de travail.

Le rapport informe également que, par décret n° 2005/223 du 11 mars 2005, deux nouvelles catégories de services ont été créées pour permettre aux personnes handicapées d'avoir une vie aussi autonome que possible: les services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et les services médico-sociaux pour adultes handicapés (SAMSAH). Le rapport explique que les missions de ces deux catégories de services consistent à évaluer le besoin d'accompagnement de chaque personne, à identifier l'aide à mettre en œuvre, à apporter un appui et un accompagnement contribuant à l'insertion notamment professionnelle et au maintien de cette insertion, à assurer un suivi éducatif et psychologique. Ces services peuvent intervenir sur le lieu de travail des personnes handicapées dans le cadre d'une convention fixant les conditions et modalités d'intervention du service. Le Comité demande combien de personnes handicapées ont bénéficié de ces services depuis leur création.

Enfin, le rapport signale également que la loi du 11 février 2005 a apporté une modification des structures de travail : les ateliers protégés deviennent des entreprises adaptées (EA) qui sont intégrées au milieu ordinaire de travail. Il en résulte qu'il y aurait donc plus que deux secteurs d'activité : le milieu ordinaire de travail (entreprises et EA) et le secteur protégé (établissements et services d'aide par le travail : ESAT). La loi prévoit de nouvelles modalités de conventionnement entre l'Etat et les EA. Celles-ci bénéficient d'une subvention spécifique de l'Etat. Le dispositif de Garantie de Ressource des Travailleurs Handicapés est remplacé par une aide forfaitaire au poste versée par l'Etat. Le rapport indique que le niveau de l'aide apportée par l'Etat à ces nouvelles structures de travail sera arrêté au terme d'une procédure prenant en compte la nature de l'effort fourni par chaque structure pour la rémunération de ses travailleurs handicapés. Le rapport informe que l'application de ce dispositif est soumise à la parution de dispositions réglementaires. Le Comité demande que le prochain rapport fournisse davantage de détails sur ces nouvelles structures et en particulier sur les modalités de fonctionnement des entreprises adaptées (EA).

Conclusion

Dans l'attente des informations demandées, le Comité ajourne sa conclusion.

Paragraphe 3 – Intégration et participation des personnes handicapées à la vie sociale

Le Comité prend note des informations figurant dans le rapport de la France.

Législation antidiscriminatoire et approche intégrée

Le Comité rappelle que le droit des personnes handicapées à l'intégration sociale que prévoit l'article 15§3 implique que les obstacles à la communication et à la mobilité soient levés afin de permettre aux personnes handicapées d'avoir accès aux transports (routiers, ferroviaires, maritimes et aériens), au logement (logements publics, logements sociaux et logements privés), à la culture et aux loisirs (activités sociales et sportives). L'article 15§3 exige à cet effet qu'il y ait une vaste législation antidiscriminatoire qui couvre aussi bien la sphère publique que la sphère privée dans des domaines tels que le logement, les transports, les télécommunications, la culture et les loisirs, ainsi que des voies de recours effectives pour ceux qui ont eu à subir un traitement contraire à la loi.

La loi n° 2005/102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et ses décrets d'application prévoient plusieurs dispositions favorisant l'autonomie des personnes handicapées. Cette loi prévoit que la personnes handicapée a droit à la compensation des conséquences de son handicap quels que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie.

Le Comité demande si cette loi s'applique aux domaines couverts par l'article 15§3. Il demande également que le prochain rapport contienne des informations sur la mise en œuvre de cette loi ainsi que sur les voies de recours effectives pour ceux qui ont eu à subir un traitement contraire à la loi.

Consultation

Un conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH) au sein duquel sont représentées de nombreuses associations de personnes handicapées ou de leurs familles a pour mission d'assurer « la participation des personnes handicapées à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de solidarité nationale les concernant ». Il a en particulier été sollicité sur les projets du texte de loi préparée par le Gouvernement et qui a abouti à la loi n° 2005/102 précitée.

Formes d'assistance économique accroissant l'autonomie des personnes handicapées

L'article 12 de la loi n° 2005/102 prévoit une prestation de compensation qui permet de prendre en charge un besoin d'aide humaine, d'aides techniques, d'aménagement de logement et du véhicule de la personne handicapée ainsi que d'éventuels surcoûts résultant de son transport, des dépenses exceptionnelles, comme l'acquisition ou l'entretien de produits liés au handicap.

Les personnes handicapées peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt pour l'acquisition ou l'installation d'équipements spécialement conçus pour leur confort (article 200 quater A du code des impôts), et ce à hauteur de 25 % du montant des dépenses retenues, dans la limite d'un plafond pluriannuel fixé à 5 000 € pour une personne seule et à 10 000 € pour un couple.

Mesures prises pour surmonter les obstacles

Aides techniques

Selon la loi n° 2005/102, les personnes handicapées peuvent bénéficier d'aides techniques qui font l'objet d'une première prise en charge par les organismes de protection sociale, dans la limite de tarifs préétablis. Une liste détaillée de ces aides techniques est fixée par arrêté ministériel et actualisée régulièrement.

Le Comité se réfère à la déclaration qu'il a faite à propos de l'article 15§3 dans l'Introduction générale aux présentes Conclusions.

Il demande si les personnes handicapées bénéficient gratuitement d'aides techniques ou si elles doivent contribuer elles-mêmes à leurs coûts. Si une contribution individuelle est demandée, le Comité demande si l'Etat participe au financement dans une certaine mesure. Il demande également si les personnes handicapées bénéficient gratuitement de services de soutien, telle qu'une assistance personnelle ou une aide à domicile ou si elles doivent supporter une partie des coûts de telles mesures. Le Comité demande enfin si des mécanismes sont en place pour évaluer les obstacles à la communication et à la mobilité rencontrés par les personnes handicapées et pour identifier les aides techniques ou les mesures de soutien qui seraient nécessaires pour les assister à surmonter ces obstacles.

Communication

Selon l'article 75 de la loi n° 2005/102, la langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière. L'article 74 de la loi prévoit également l'adaptation des programmes de télévision pour les personnes sourdes ou malentendantes.

La loi n° 2005/102 prévoit plusieurs dispositions pour surmonter les obstacles à la communication, notamment sur:

- l'obligation d'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication publique en ligne des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent (article 47 de la loi) ;
- la possibilité de bénéficier du dispositif de communication adapté de son choix devant les juridictions administratives, civiles et pénales (les frais sont pris en charge par l'Etat). Lorsque les circonstances l'exigent, il est mis à la disposition des personnes déficientes visuelles une aide technique leur permettant d'avoir accès aux pièces du dossier (article 76 de la loi) ;
- la possibilité de bénéficier à leur demande pour les personnes déficientes auditives, dans leurs relations avec les services publics, d'une traduction écrite simultanée ou visuelle, de toute information orale ou sonore les concernant selon des modalités et un délai fixés par voie réglementaire (article 78 de la loi).

Mobilité et transports

Selon l'article 45 de la loi n° 2005/102, les services de transport collectif doivent devenir accessibles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite dans un délai de dix ans et les autorités organisatrices de transport doivent élaborer, dans un délai de trois ans, un schéma directeur d'accessibilité de leurs services de transport. En cas d'impossibilité technique avérée, l'autorité devra mettre en place des moyens de transport adaptés, dont le coût d'accès aux personnes handicapées ne pourra être supérieur au coût du transport public existant. Les réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés existants doivent mettre en place, dans un délai de trois ans, des transports de substitution répondant aux conditions prévues ci-dessus. Le Comité demande que le prochain rapport indique si, en pratique, l'accessibilité des transports collectifs et des réseaux de transport

souterrain aux personnes handicapées s'est améliorée. Il demande également si les personnes handicapées bénéficient de la gratuité des transports ou de tarifs réduits.

Logement

Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, a été adopté en application de la loi n°102/2005 du 11 février 2005. Ce décret introduit les exigences réglementaires concernant l'accessibilité des bâtiments d'habitations collectifs neufs et existants, des maisons individuelles neuves, ainsi que des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public neufs et existants. Il définit les performances à atteindre par un bâtiment pour être accessible, ainsi que les actions qui doivent pouvoir y être réalisées par un usager handicapé, notamment : circuler, accéder aux locaux et équipements, utiliser ceux-ci, se repérer et communiquer.

En ce qui concerne les établissements neufs recevant du public, les exigences réglementaires visent à rendre accessible l'ensemble des prestations offertes. L'autorisation de construire un établissement recevant du public ou de réaliser des travaux sur un établissement existant ne peut être délivrée par l'autorité compétente qu'après consultation de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (la composition et les missions de celle-ci ont été redéfinies par le décret n° 2006/1089 du 30 août 2006).

Pour l'habitat privé, les travaux d'amélioration sont soutenus par l'agence nationale de l'habitat (ANAH). En 2006, près de 13 000 logements ont ainsi bénéficié d'une subvention pour la réalisation de travaux d'adaptation. Ce chiffre, en progression constante (11 400 de logements aidés en 2005), représente près de 10% des logements soutenus par l'agence. Cette aide de l'Etat au maintien à domicile est complétée par l'action des collectivités locales, des entreprises, des caisses de retraite et du secteur associatif.

En complément à cette action sur l'accessibilité et l'adaptation du logement, l'Etat participe très largement au financement des établissements accueillant des personnes handicapées. La France compte actuellement près de 100 000 places d'hébergement pour adultes handicapés. 2 100 places d'hébergement pour adultes handicapés ont été financées par l'Etat en 2005 et plus de 2 700 en 2006.

Culture et loisirs

La politique du Gouvernement vise à favoriser un meilleur accès de tous aux pratiques artistiques et culturelles. L'article 41 de la loi n°2005/102 impose à tous les établissements recevant du public existants de respecter, dans un délai de dix ans, des exigences permettant aux personnes handicapées d'y accéder et d'y circuler dans les parties ouvertes au public.

Par ailleurs, le ministère de la Culture et de la Communication conduit des actions de sensibilisation pour encourager l'accès aux contenus du patrimoine culturel par la publication de brochures et de manuels. Des formules adaptées permettent aux personnes handicapées de s'approprier les pratiques culturelles et artistiques : fonds documentaires en braille ou en gros caractères dans les bibliothèques, expositions tactiles, visites, conférences en langue des signes, ateliers de pratiques artistiques tenant compte des déficiences.

La loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives contribue à l'accès des personnes handicapées aux pratiques sportives. Trois fédérations offrent aux personnes handicapées les moyens de découvrir et

d'exercer une activité sportive, la Fédération française handisport (FFH), la Fédération de sports adaptés (FFSA) et la Fédération des sourds de France (FSF). Le Comité demande si le financement des activités sportives pour les personnes handicapées est pris en charge par l'Etat et, le cas échéant, dans quelle mesure.

Conclusion

Dans l'attente des informations demandées, le Comité ajourne sa conclusion.